



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

La présente consultation a pour objet l'acquisition d'équipements de véhicules destinés au Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme.

ARTICLE 2 : PROCEDURE DE PASSATION

Il s'agit d'un marché passé, conformément à l'article 27-III du code des marchés publics, suite à un appel d'offres infructueux. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les 3 soumissionnaires les mieux-disants, le prix ainsi que la proposition technique.

Conformément à l'article 77 du Code des marchés publics, le lot est un marché à bon de commande avec minimum et maximum.

ARTICLE 3 : DECOMPOSITION EN LOTS

Le marché est décomposé en 1 lot unique :

- Fourniture d'équipements de véhicules légers d'interventions diverses

ARTICLE 4 : DUREE DU MARCHE

Le marché prendra fin le 1^{er} juillet 2016.

ARTICLE 5 : VARIANTES ET OPTIONS

Les variantes ne sont pas autorisées.

Pas d'option proposée.

ARTICLE 6 : MODALITES D'OBTENTION DES DOSSIERS

Le dossier de consultation est remis gratuitement au candidat en faisant la demande par courrier, par télécopie ou par mail. Il est composé : d'un Acte d'Engagement, du présent Règlement de Consultation, d'un Cahier des Clauses Particulières et d'un bordereau de réponse.

➤ **Adresse :**

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME
Groupement Juridique et Financier
Service Juridique
7 allée du Bicêtre
BP 2606
80 026 AMIENS Cedex 1

➤ **Télécopie :** 03.64.46.16.16

➤ **Mail :** marches.publics@sdis80.fr

ARTICLE 7 : JUSTIFICATIFS A PRODUIRE

- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés en la matière ; dans le cas contraire, fournir une déclaration sur l'honneur ;
- Un document relatif aux pouvoirs de la personne ou des personnes habilitées à engager la société ;
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 43 du code des marchés publics concernant les interdictions de soumissionner ;
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- La présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.

Les formulaires DC 1 et 2, NOTI 1 et 2 sont acceptés et disponibles à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

ARTICLE 8 : PRESENTATION DES OFFRES

Les offres seront entièrement rédigées en langue française.

Le candidat est informé que l'administration souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire : Euro. L'unité monétaire ne constitue pas un critère de sélection des offres. Si le candidat présente une offre libellée dans une autre unité monétaire que celle mentionnée ci-dessus, il accepte que l'administration procède à sa conversion. Il peut également lui-même procéder à une conversion, en indiquant celle des deux unités monétaires dans laquelle il s'engage.

8.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Les pièces énumérées à l'article 7 « justificatifs à produire » du présent Règlement de Consultation,
- L'acte d'engagement (A.E.) **complété, paraphé, daté et signé,**
- Le bordereau de réponse **complété, paraphé, daté et signé,**
- Le mémoire technique (demandé à l'article 19 du C.C.P.).

8.2 - Conditions d'envoi ou de remise des offres

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté et précisent les éléments suivants sur l'enveloppe extérieure :

PROCEDURE ADAPTEE
ACQUISITION D'EQUIPEMENTS DE VEHICULES
Equipements de véhicules légers d'interventions diverses
Ne pas ouvrir
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME
Groupement Logistique – Service Matériels
7 Allée du Bicêtre
B.P. 2606
80 026 AMIENS Cedex 1

Les offres devront être :

- soit transmises en recommandé avec accusé de réception
- soit remises à l'adresse ci-dessus, contre récépissé

ARTICLE 9 : DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES

La date et l'heure limite de réception des offres sont fixées **au lundi 5 octobre 2015 à 12h00**.

ARTICLE 10 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai pendant lequel le soumissionnaire reste engagé par son offre est de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 11 : DELAIS DE LIVRAISON, DE GARANTIE ET DE SERVICE APRES-VENTE

Pour tous les lots, le soumissionnaire proposera obligatoirement le délai de livraison, la durée de garantie contre tout vice de fabrication et la durée de garantie anticorrosion ainsi que le délai maximal d'intervention sur un matériel en panne et encore sous garantie, selon les modalités prévues dans le CCP aux emplacements indiqués à cet effet dans les actes d'engagement et les bordereaux de réponse.

ARTICLE 12 : CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES

Conformité des candidatures au regard des justificatifs demandés à l'article 7 du présent Règlement de Consultation.

ARTICLE 13 : CRITERES DE CHOIX

Le jugement sera effectué par le biais d'une notation sur la base des critères pondérés de la manière suivante :

- Valeur technique = **40 %** (jugée à partir du mémoire technique).
- Prix = **35 %** selon la formule $(\text{Prix le + bas proposé} / \text{Prix du fournisseur}) \times 35$
- Service après-vente = **5%** selon la formule $(\text{Délai d'intervention le plus court} / \text{Délai d'intervention du soumissionnaire}) \times 5$.
- Durées de garantie = **10 %** selon la formule $(\text{Durée de garantie contre tout vice de fabrication du soumissionnaire} / \text{Durée de garantie contre tout vice de fabrication la + importante proposée}) \times 5 + [(\text{Durée de garantie anticorrosion du soumissionnaire} / \text{Durée de garantie anticorrosion la + importante proposée})] \times 5$
- Délai de livraison ou de réalisation = **8 %** selon la formule $(\text{Délai le + court proposé} / \text{Délai de livraison ou de réalisation du soumissionnaire}) \times 8$
- Incidences environnementales en mode route = **2 %** jugées à partir des données techniques constructeur et du mémoire technique.

ARTICLE 14 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

- L'acte d'engagement (AE),
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP),
- Le bordereau de réponse,
- Le mémoire technique,
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services.

ARTICLE 15 : PROCEDURES DE RECOURS

Instance chargée des procédures des recours : Tribunal Administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80 011 Amiens Cedex 01 ; Téléphone : 03 22 33 61 70 ; Télécopie : 03 22 33 61 71 ; Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus : Greffe du Tribunal Administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80 011 Amiens Cedex 01 ; Téléphone : 03 22 33 61 70 ; Télécopie : 03 22 33 61 71 ; Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr

ARTICLE 16 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir des renseignements complémentaires, les candidats peuvent, au plus tard **6 jours avant la date limite** (article 57 III du Code des Marchés Publics) fixée à l'article 9 du présent document, contacter :

- Groupement Juridique et Financier / Service Juridique – Mme HERNANDORENA – Tél : 03.64.46.16.62 pour les renseignements d'ordre administratif.
- Groupement Logistique / Service Matériels – Mr BLEHAUT – Tél : 03.64.46.16.12 pour les renseignements d'ordre technique.

Amiens, le 11 SEP. 2015

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur Départemental Adjoint par intérim



Lt-colonel Olivier PEYCRU